

Interview du Président de la République
au New York Times
lundi 24 septembre 2007

QUESTION – Merci de nous recevoir. Nous sommes très honorés que vous nous accordiez cet entretien avant votre départ pour votre première Assemblée Générale et nous vous souhaitons un excellent voyage aux Etats-Unis.

Vous avez expliqué les grandes lignes de votre politique étrangère à vos Ambassadeurs et maintenant et vous abordez votre première Assemblée Générale des Nations Unies. Il y a-t-il une initiative que vous souhaitez évoquer à New York et quels sont vos objectifs pour cette rencontre ?

LE PRESIDENT – Je veux défendre l'idée que la France militera toujours pour la paix et pour qu'il y ait la paix dans le monde. Je dis la paix pas la stabilité. La stabilité pour moi, ce n'est pas un objectif suffisant. Car la stabilité, cela veut dire qu'on tolère un certain nombre de choses qui ne sont pas forcément tolérables. La paix, on l'aura par le multilatéralisme. Je crois à la légitimité de l'ONU. Nul pays ne peut seul imposer sa loi au monde, c'est la raison pour laquelle je crois que la paix sera le produit du multilatéralisme. Je crois à la justice, parce que la paix, on ne l'aura pas sans la justice et je poserai la question sur les supers bénéfiques sur certaines matières premières. Non pas dans un esprit de taxation mais dans un esprit de raison. On ne peut avoir d'un côté les super bénéfiques et de l'autre, des super pauvretés. Je crois également que pour qu'il y ait la paix, il faut refuser la démission devant le fait accompli de certaines situations inacceptables. Je pense notamment à l'Iran. Je pense enfin qu'il faut se battre sur les grands principes qui sont des principes universels. Voilà les idées que je souhaite développer aux Nations Unies étant entendu que la France assume ses amitiés sans complexe. Et justement parce que la France assume sans complexe ses amitiés, elle se réserve de pouvoir tendre la main à tout le monde. Je sais où est ma famille, je sais où sont mes valeurs, je sais ce que sont mes idées, mais je veux, parce que je sais qui je suis, tendre la main à celui qui est différent. Et la spécificité de la France doit être là, un pays qui ne doute pas de ses valeurs, ni de ses alliances mais qui justement, parce qu'il ne doute ni de ses valeurs, ni de ses alliances, a la force de tendre la main à tous sur la planète.

QUESTION – Vous avez évoqué le nom de l’Iran à propos duquel il y a beaucoup de confusion dans la politique française à ce jour. Vous avez dit, y compris hier soir, que l’Iran doté de l’arme nucléaire est inacceptable.

LE PRESIDENT – Je le confirme. Les recherches iraniennes sur le nucléaire militaire font courir au monde un grave risque. C’est inacceptable. De même qu’il est inacceptable d’avoir le nucléaire militaire pour la Libye, et le nucléaire militaire pour la Corée du Nord. L’Iran est un grand pays, les Iraniens sont un grand peuple, l’Iran est une grande civilisation, l’Iran a toute sa place à jouer. L’Iran peut accéder au nucléaire civil. L’Iran a un rôle extrêmement important dans la région. L’Iran a mieux à faire que de chercher à se doter d’une arme nucléaire. Je le dis aux dirigeants iraniens sans l’ombre d’une ambiguïté. Je suis prêt à expliquer que pour empêcher l’Iran d’avoir l’arme nucléaire, il faut renforcer les sanctions. Pour ma part, je ne prononce pas le mot guerre.

QUESTION – Mais, est-ce que vous auriez la gentillesse d’expliquer votre phrase dans le discours aux Ambassadeurs ? Vous parliez d’une alternative catastrophique entre la bombe iranienne et le bombardement de l’Iran.

LE PRESIDENT - Ça, c’est ce dont je ne veux pas, c’est ce dont ne veut pas la France. Et à l’intérieur de ces deux extrêmes, il y a la voie pour la négociation, pour les sanctions, pour la fermeté et pour la discussion. Voilà, le total ensemble. Ce n’est pas vrai qu’il n’y a aucune solution entre la soumission et la guerre. Il y a une palette de décisions que la communauté internationale doit prendre pour faire comprendre aux Iraniens qu’ils sont dans une impasse, comme on a réussi à le faire comprendre aux Coréens du Nord, comme on a réussi à le faire comprendre aux Libyens. Nous ne sommes pas condamnés aux deux extrêmes.

QUESTION - Mais la France serait-elle prête à faire usage de la force pour empêcher la République islamique d’Iran d’avoir l’arme nucléaire ?

LE PRESIDENT – Mais c’est justement une alternative que je refuse dans mon expression, soit la soumission, soit la force. C’est exactement ce que souhaitent les dirigeants iraniens. Je ne suis pas obligé de tomber dans ce piège. Entre la soumission et la guerre, il y a une palette de situations, de solutions qui existent comme le renforcement des sanctions qui finiront par produire leurs effets.

QUESTION – Concernant les sanctions, par exemple, on parle de recommandations aux sociétés comme Total ou Gaz de France de terminer leurs activités en Iran. Est-ce que... ?

LE PRESIDENT – La France n’aura pas deux langages. La France veut dire aux Iraniens : pas d’arme nucléaire militaire et nous ne cherchons pas à négocier par sociétés interposées des contrats. Nous n’avons qu’un seul langage et partant, nous recommandons très vivement aux sociétés françaises de s’abstenir d’aller en Iran tant que les procédures de sanction ont été déterminées par la communauté internationale. Et si les sanctions ne sont pas suffisantes, je souhaite une troisième série de sanctions plus fortes, étant entendu que les sanctions ne peuvent fonctionner que s’il y a unanimité donc il faut emmener tout le monde.

QUESTION – Mais cette stratégie est vraiment différente pour la France, c’est une rupture avec la politique de principe de la France qui a hésité d’imposer des sanctions ou même de réfléchir à des sanctions en dehors du contexte de l’ONU.

LE PRESIDENT – Je préfère les sanctions de l’ONU, mais la troisième série de sanctions, elle sera votée, je l’espère par l’ONU. Mais que la Communauté européenne adopte elle-même des sanctions, ce n’est pas de l’unilatéralisme, c’est une décision internationale, multilatérale, donc elle me va.

QUESTION – Mais cette stratégie politique est différente ?

LE PRESIDENT – Vous savez, je ne fais pas l’exégèse de ce qui se faisait avant, j’essaie d’être cohérent dans ce qui se fait maintenant. Voilà. La position de la France, elle est là : pas d’arme nucléaire pour l’Iran, l’arsenal des sanctions pour les convaincre, la négociation, la discussion, la fermeté et je ne veux pas entendre parler d’autre chose qui n’apporterait rien à la discussion aujourd’hui.

QUESTION – Mais, pouvez-vous nous expliquer précisément, quelles sont vos propositions pour augmenter la pression économique et financière sur l’Iran, parce que l’on parle d’un mécanisme de sanctions au niveau européen, soit de l’Union européenne soit au niveau interne ?

LE PRESIDENT – Je n’ai pas à rentrer dans le détail. Ce que je veux obtenir, c’est que la société iranienne se rende compte de l’impasse où les conduit l’attitude de quelques uns de ses dirigeants. Ce que je souhaite, c’est qu’il y ait un véritable débat au sein de la société civile et politique iranienne pour voir que l’Iran, comme tout les autres pays du monde, ne peut survivre à un isolement total. Voilà, et le plus tôt ils le comprendront, le moins

longtemps, le peuple iranien qui n'y est pour rien, n'aura à subir des souffrances. Voilà. C'est une crise internationale qu'il faut gérer avec beaucoup de sang-froid, avec beaucoup de fermeté, mais avec beaucoup de réflexion. C'est ce que j'essaie de faire. En tout cas, je n'irai pas au-delà. Parce que ce n'est pas la politique de la France. Cela ne sert à rien d'évoquer d'autres alternatives. C'est parfaitement contre-productif.

QUESTION – Certains disent, que la politique de la France concernant l'Iran se rapproche de l'approche de la politique américaine en Iran. Est-il juste de dire qu'à ce stade, pour la France, comme pour les Etats-Unis, toutes les options sont sur la table ?

LE PRESIDENT – La question pour moi, sur l'Iran, n'est pas de savoir si nous sommes proches des Etats-Unis ou pas. La question est de maintenir l'unité de la communauté internationale face à l'Iran. Après je laisse aux commentateurs le soin de juger si nous sommes plus proches ou moins proches. Par ailleurs, l'expression « toutes les options sont sur la table » n'est pas la mienne et je ne la fais pas mienne. Moi, j'ai expliqué quelle était notre stratégie et je m'y tiendrai. Je suis tout à fait prêt à parler des Etats-Unis Je ne me détermine pas sur la question iranienne en fonction de la position des seuls Etats-Unis. La position des Russes, la position des Chinois, cela compte pour obtenir des sanctions. Et ne pas avoir comme alpha et oméga, la position de la France et la position des Etats-Unis.

QUESTION – Dans la version anglaise de votre livre « Témoignage », il est fait référence à l'Iran comme une nation hors-la-loi. Si tel est le cas, la doctrine de l'endiguement (containment) peut-elle s'appliquer ou le régime doit-il être remplacé ?

LE PRESIDENT – Moi, je ne dirais pas que l'Iran est une nation interdite, une nation en dehors, parce que cela voudrait dire que le peuple iranien est lui-même en dehors. Je pense que le peuple iranien est d'abord victime avant d'être coupable. Je pense que certains dirigeants iraniens se sont mis en dehors de la communauté internationale, mais pas la nation, parce que le peuple iranien, il a le droit de vivre, il a droit à la prospérité, il a le droit à la paix, il a le droit au développement.

QUESTION –, Monsieur KOUCHNER a dit qu'il aimerait bien aller à Téhéran s'il était invité, pourquoi ?

LE PRESIDENT – Je pense que les conditions d'un voyage aujourd'hui à Téhéran ne sont pas remplies. Dans les couloirs de l'ONU, on peut discuter. Un voyage à Téhéran, c'est autre chose.

QUESTION - Concernant l'OTAN, vous avez dit aux Ambassadeurs, que vous souhaitez la rénovation de ses relations avec la France. Est-ce que la France est prête à retourner dans les structures militaires intégrées de l'OTAN. Et dans quelles circonstances ?

LE PRESIDENT – D'abord, je n'ai pas de problème avec l'OTAN. Je rappelle que la France est membre fondateur de l'OTAN et que sur les vingt-six pays membres, il y en a vingt et un qui sont européens. Je voulais rappeler cela. Nous avons fondé l'OTAN avec nos amis américains. Alors, qu'on arrête de présenter l'OTAN comme une espèce d'épouvantail, premier point. Deuxième point, nous sommes dans l'OTAN, nous en sommes un des principaux contributeurs, financiers et humains. Ce n'est pas une invention de ma part, quand même, je le rappelle. Alors, faut-il une évolution ? C'est une éventualité qui, pour être positivement envisagée, passe par deux préalables qui doivent être levés. Le premier c'est que je veux me battre pour l'Europe de la défense, quelle que soit l'importance de l'OTAN, là l'Europe doit se défendre de façon efficace et indépendante. L'Europe ne peut pas être une puissance économique sans assurer sa propre sécurité, donc je conditionnerai un mouvement dans les structures intégrées par une avancée sur l'Europe de la défense. Je demande d'ailleurs à nos amis américains de le comprendre. Une Europe qui serait capable de se défendre de façon indépendante n'est pas un risque pour les Américains, c'est un atout. Troisième point, il va de soi que si nous devons envisager un tel mouvement, il ne pourrait avoir lieu que dans la mesure où une place serait faite dans les instances de direction, au plus niveau, pour des représentants de la France. Et c'est sur ces deux axes que nous sommes en train de travailler.

QUESTION – Est-ce que vous savez à peu près quand ce travail sera fini ?

LE PRESIDENT – Ce n'est pas tant le travail qui doit être fini que les solutions apportées. J'attends aussi des réponses des uns comme des autres. C'est d'ailleurs un très grave problème pour l'Europe, le fait que seuls quatre pays, en vérité, contribuent à la sécurité de l'Europe : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, la France, et dans une moindre mesure l'Espagne. C'est un grave problème, on ne peut pas assurer à 4 ou 5 la sécurité de 27 pays.

QUESTION : - Est-ce que vous pourriez m'expliquer dans quelles circonstances la France est prête à retourner dans les structures militaires intégrées de l'OTAN ?

LE PRESIDENT : - Je rends hommage à votre entêtement, au souci que vous avez de poser des questions brûlantes de façon parfaitement banalisée. J'ai répondu à cette question. Il y a deux préalables. Sans avancée sur ces deux préalables, il n'y aura pas de réintégration. Avec des avancées sur ces deux préalables, on peut discuter de l'opportunité d'une réintégration.

QUESTION : – Monsieur MORIN a dit qu'il faut avancer sur le chemin commencé en 1994-96 et clarifier la position de la France à l'OTAN ? Vous en dites quoi ?

LE PRESIDENT – La France ne peut reprendre sa place que si une place lui est faite. Difficile de prendre une place qu'on ne vous réserve pas.

QUESTION – Vous avez donné une nouvelle force dans la façon dont la France projette son influence sur le monde. Est-ce que la France est de retour ?

LE PRESIDENT – Je l'espère. D'abord la France est de retour à la Commission européenne que je vois comme un allié et non comme un adversaire. La France est de retour en Europe de l'Est parce que la France a beaucoup de choses à dire aux peuples de l'Est. La France est de retour aux Etats-Unis parce que je veux dire au peuple américain que le peuple français est un peuple ami. Nous ne sommes pas simplement des alliés, nous sommes des amis. Je suis fier d'être l'ami des Américains. Et vous savez, je le dis au New York Times, mais je l'ai dit aux Français, c'est un peu plus courageux et un peu différent. Ecoutez, je n'ai jamais caché mon admiration du dynamisme américain, pour la fluidité de la société américaine, pour sa capacité à porter au plus haut niveau des gens à l'identité différente. Cela fait plus de vingt ans, vingt et un ans que le Secrétaire d'Etat américain n'est pas un Américain mais un Américain de l'extérieur, Madeleine ALBRIGHT, Colin POWELL, Condoleeza RICE, un grand exemple à suivre. Il y a d'autres choses que j'aime moins. Mais je me sens très proche des valeurs qui sont portées. Alors après, je n'ai pas de jugement à porter sur telle ou telle administration, sur tel ou tel parti politique, ce n'est pas moi qui choisit le Président des Etats-Unis. Je dois travailler avec le peuple américain qui est un peuple ami, quel que soit le Président qu'il choisisse. Et les Américains doivent travailler avec le Président français quel que soit le Président que le peuple français a choisi. Mais une fois ceci posé, la France ne s'interdit pas d'avoir des relations y compris avec des gens qui ont des rapports difficiles avec les Etats-Unis. Hugo CHAVEZ. On va m'interdire de parler avec

Hugo CHAVEZ parce qu'il a un problème avec les Etats-Unis mais moi j'affirme que nous sommes des amis et que nous devons travailler ensemble. Nous bordons le même océan, fut-il de 8 000 ou 10 000 kilomètres.

QUESTION – Cet été, vous avez passé vos vacances aux Etats-Unis. Qu'avez-vous appris sur les Etats-Unis, parce que c'est une ville différente de New York, Washington ou Boston ?

LE PRESIDENT – Mais peut-être même que c'est les vrais Etats-Unis. J'ai adoré la Nouvelle-Angleterre, j'ai aimé Boston, j'ai trouvé que c'était une ville extraordinairement belle à la qualité de la vie exceptionnelle. J'ai aimé la gentillesse et la simplicité des gens de Wolfeboro, j'ai aimé la qualité de l'accueil qui nous a été réservé, j'ai adoré les paysages, j'aime les « malls » où l'on peut faire des courses, j'aime les restaurants, j'aime me baigner dans les lacs, j'aime faire mon jogging dans la forêt avec mon fils qui fait du vélo à côté, j'aime la décontraction des gens, leur simplicité. Je ne vois pas pourquoi j'aurais dû renoncer à aller aux Etats-Unis, sous prétexte qu'une petite partie des élites françaises professe un anti-américanisme qui ne correspond en rien à ce que pense le peuple français, en rien. Quand il y a les célébrations du débarquement, le peuple français accueille les Américains et le drapeau américain est populaire en France. J'ai d'ailleurs dit que les relations entre la France et les Etats-Unis allaient bien au-delà de la personnalité de Monsieur SARKOZY ou de Monsieur BUSH. Il y a des gens qui me succéderont et qui succéderont à Monsieur BUSH. Je le vois dans la tradition historique de ROCHAMBEAU et de LAFAYETTE. A l'époque, il y avait 20 millions de Français et 4 millions d'Américains et c'est le génie de Louis XVI d'avoir compris que cette jeune démocratie américaine, il fallait l'aider. La France était là avec LAFAYETTE, ROCHAMBEAU. Rochambeau avait refusé de recevoir l'épée des Anglais, l'a donnée à Washington dans un geste magnifique. LAFAYETTE est quand même un grand personnage de la France parce qu'il a porté sur les fonts baptismaux les relations entre les Etats-Unis et la France. On n'a jamais été en guerre. On s'est toujoursentraidés. Je ne vois pas pourquoi on devrait, aujourd'hui, se définir comme des nations ennemies. Cela n'a aucun sens.

Peut-être que les problèmes qu'il y a eu entre nous viennent du fait que nous sommes deux sociétés qui pensons que nos valeurs sont universelles. Je pense que les Français et les Etats-Unis se ressemblent beaucoup plus qu'ils ne l'imaginent, beaucoup plus. C'est rare les pays dans le monde qui pensent que leurs idées sont universelles. Les Allemands ne pensent pas ça, les Espagnols ne pensent pas ça. Les Italiens ne pensent pas ça. Les Chinois ne pensent pas ça. Ils pensent universels pour eux, enfin je veux dire, à l'intérieur de leur pays. Aux Etats-Unis et en France, on pense que nos idées ont vocation à irradier le

monde et c'est peut-être là, que se trouve la compétition entre nous. C'est peut-être le fait qu'on se ressemble.

QUESTION – J'ai proposé à M. l'Ambassadeur que quand vous partirez à Washington, vous pourriez, peut-être, visiter un peu l'Amérique profonde et une ville qui s'appelle Lafayette.

LE PRESIDENT – Avec plaisir.

QUESTION – Il y a une citation dans votre livre, « Témoignage » que je trouve intéressante concernant l'image de la France. Vous avez écrit « je n'imagine pour la France que la première place en Europe. Cette France est un pays qui doit prendre son leadership en Europe et que l'on peut de nouveau occuper la scène internationale... »

LE PRESIDENT – On ne peut pas me reprocher de vouloir la première place pour la France. Je pense que la France a une responsabilité particulière en Europe. Pays fondateur, un des pays les plus peuplés, si la France ne prend pas d'initiative, qui le fera ? C'est la raison pour laquelle j'ai proposé le Traité simplifié qui a permis de débloquer une situation en Europe, dans l'impasse constitutionnelle dans laquelle nous nous trouvons. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé un Comité des Sages, pour réfléchir à l'avenir de l'Europe. Je pense que la France a une responsabilité particulière, non pas d'avancer seule mais de proposer des idées. Quel est le problème de l'Europe depuis ces dernières années ? C'est qu'il n'y avait plus d'idées. Le vide sidéral. Quelle est la solution pour l'Europe ? Des débats, des idées, des projets, une espérance.

QUESTION – Il y a les autres initiatives de la France depuis votre élection : Kosovo, Darfour, Liban...

LE PRESIDENT – Le détroit de Gibraltar, c'est 12 kilomètres. Je pense que le destin de l'Europe et de l'Afrique, c'est lié. Je dis aux nations européennes que l'Afrique est notre problème. Les problèmes de l'Afrique risquent d'être nos problèmes.

Au Darfour, on ne peut pas laisser faire un génocide. Donc, nous avons milité fortement pour une force hybride au Darfour et pour une force de l'Union européenne au Darfour du côté du Tchad. C'est tout notre intérêt. C'est notre intérêt d'aider à surveiller les côtes somaliennes pour que les bateaux puissent décharger de la nourriture et éviter une gigantesque famine. C'est notre intérêt que le Liban demeure ce pays différent et multiple dont le Moyen-Orient a besoin. C'est notre intérêt qu'au Kosovo les Albanais et les Serbes ne s'entretuent pas,

parce que c'est l'Europe, parce que c'est les Balkans, et que chacun doit bien comprendre que c'est l'affaire de l'Europe.

La France a vocation à s'occuper de toutes ces situations. Parce que la France a un message pour le monde.

QUESTION – Sur le Kosovo, il semble très probable que la Russie soutienne cette décision d'opposer son veto à toute résolution du Conseil de sécurité. Les Etats-Unis considèrent cette question comme un test de la détermination de l'Union européenne vis-à-vis de Moscou. L'Europe est-elle prête à ce que Moscou lui dicte sa politique étrangère ou va-t-elle soutenir cette décision ?

LE PRESIDENT – Premièrement, l'indépendance du Kosovo est, à terme, inéluctable. Deuxièmement, que la Russie veuille retrouver toute sa place, cela me paraît légitime et même souhaitable. Troisièmement, la France veut d'excellentes relations avec la Russie mais la Russie ne peut pas vouloir les droits d'une grande puissance sans en exercer les devoirs. Quatrième élément, sur la question du Kosovo, l'Europe doit rester unie. C'est tous ensemble que nous devons, à terme, soutenir l'indépendance du Kosovo. Et si j'ai dit que ce n'était pas une question de mois, de semaine, c'est parce que je voulais préserver cette unité. Monsieur POUTINE doit comprendre que personne ne veut l'humilier, que chacun comprend les efforts qu'il fait pour redonner son statut à la Russie et personne ne peut le lui reprocher. De la même façon, il doit comprendre que ses interlocuteurs ont autant de conviction que lui sur les droits de l'Homme, sur le respect des minorités, sur l'Etat de droit et sur la démocratie. Cela s'appelle un dialogue.

QUESTION – Et c'est ce que vous avez eu avec lui à Heiligendamm ?

LE PRESIDENT – Exactement. J'ai été très intéressé de cette discussion avec lui. Il m'a dit sa part de vérité avec franchise. Je lui ai répondu avec la même franchise. Je crois au rôle de la Russie, la Russie est une grande puissance. Mais aucune grande puissance ne peut s'exonérer de ses devoirs.

QUESTION – Vous avez même parlé d'une certaine brutalité sur la scène internationale. C'est une expression assez dure.

LE PRESIDENT – Elle n'avait pas vocation à être dure. Elle a vocation à être lucide.

QUESTION – Concernant les Etats-Unis, la campagne présidentielle est déjà bien avancée. Parlez-nous un peu de vos vues sur cette question.

LE PRESIDENT – D’abord, j’admire les candidats à la campagne présidentielle américaine. C’est certainement l’une des plus dures au monde, les plus difficiles avec celles de la France. Et j’ai été assez fasciné, cet été, de voir le nombre de débats que l’on voyait à l’intérieur de chacune des familles politiques. Je me disais : mon Dieu quelle longue course, quelle énergie faut-il pour porter cela ! Hommage soit ainsi rendu à la démocratie américaine. Ceux qui parlent des élections du Président, en général, ne connaissent pas. Moi, je peux témoigner, ça m’intéresse, j’ai regardé, j’ai écouté. Je trouve que c’est très impressionnant parce que ça partait de loin.

Deuxième élément, j’ai également été impressionné de la richesse des candidatures dans chaque parti politique. Quand je regardais les débats du parti démocrate, il y avait 7 à 8 candidats au même niveau. On ne disait pas Mme CLINTON est au-dessus des autres. Il y a les sondages. Et chacun pouvait faire valoir ses opinions à égalité. C’est une belle leçon de démocratie. Troisièmement, je suis très fier qu’un certain nombre de candidats comme M. GIULIANI citent mes écrits. J’ai beaucoup d’admiration pour M. GIULIANI depuis qu’il était maire de New York et qu’il a inventé la tolérance zéro, j’en ai été très heureux.

Pour le reste, je reçois en France, quand ils viennent, tout ce que la classe politique américaine compte de brillants représentants. J’ai vu M. Mc CAIN, M. SCHWARZENEGGER, M. AL GORE. Je vais recevoir M. Barack OBAMA, et je serais très heureux de recevoir tous ceux qui portent les espérances d’une partie des Etats-Unis d’Amérique.

QUESTION – Qui sera le candidat ?

LE PRESIDENT – Je m’empêcherai de dire quoi que ce soit même si la situation du côté démocrate semble plus limpide que du côté républicain, à ce que j’ai cru comprendre.

QUESTION - Il y a beaucoup de gens qui critiquent votre relation avec l’administration Bush à Washington. Et c’est une administration qui se termine bientôt...

LE PRESIDENT – Ceux qui critiquent cela ont grand tort. Chaque fois que je viens à New York, je rencontre M. BLOOMBERG. Pour moi, il n’est ni démocrate ni républicain. Quand je rencontre M. BUSH ou Mme RICE ou M. PAULSON, pour moi, ils ne sont pas républicains. Ils sont les autorités légitimes du pays. Et si demain les Etats-Unis d’Amérique choisissent un Président ou une Présidente démocrate, je serais très heureux d’avoir les mêmes relations. Quatre dirigeants européens sont socialistes, cela ne m’empêche pas de travailler avec eux, main dans la main. Cela n’a pas de sens.

QUESTION – Quel est votre message pour le Président BUSH quand vous le rencontrerez la semaine prochaine ?

LE PRESIDENT – Vous savez, ce sont des sujets récurrents dans les discussions que j'ai avec M. BUSH. Je pense que les Etats-Unis, la première puissance du monde, se doivent de montrer l'exemple sur la préservation environnementale de notre planète. Les Etats-Unis sont bordés de deux océans, le Pacifique et l'Atlantique. Le réchauffement de la planète, la montée des eaux concernent les Etats-Unis. Les grandes nations doivent montrer l'exemple et, plus on est grand, plus on doit être à la tête de cette initiative. C'est extrêmement important. Les Etats-Unis ont un rôle qu'ils devraient jouer. On serait beaucoup plus fort si les Etats-Unis respectaient les objectifs de Kyoto que s'ils ne les respectent pas, pour demander aux autres de les respecter également. C'est un enjeu planétaire et c'est une préoccupation dans nos discussions.

QUESTION – Concernant l'Allemagne, Angela MERKEL et vous-même avez une relation d'amitié. Sur quels sujets, avez-vous le plus de points et sentiments communs ? Pensez-vous que l'Europe ne peut qu'être plus forte sur la scène internationale quand la France et l'Allemagne ont des vues très proches ?

LE PRESIDENT – Nous avons beaucoup de points communs Angela MERKEL et moi. Je veux rendre hommage à la façon dont elle a présidé l'Union européenne et, sur l'évolution de l'Europe, nous sommes à peu près d'accord sur tout. C'est dire combien je crois à l'axe franco-allemand. Mais que les choses soient claires, il ne suffit pas que les Allemands et les Français soient d'accord pour que toute l'Europe les suive. Et donc, je n'ai pas une vision exclusive de l'axe franco-allemand. Je souhaite que nous laissions une place aux Anglais, aux Espagnols, aux Italiens, aux Polonais. Je pense que c'est très important que l'on entraîne l'ensemble des autres pays. J'ai toujours veillé à cela, que l'axe franco-allemand est capital pour la politique française ; Mais on ne peut pas réduire la politique européenne aux seules relations de gémellité avec nos amis allemands.

QUESTION – La façon dont Mme MERKEL, par exemple, a pris la question des droits de l'Homme avec M. POUTINE, est-ce que vous suivrez cet exemple ou pas ?

LE PRESIDENT - Tout à fait. Nous partageons sur ce point les mêmes convictions, les mêmes valeurs et j'ajoute, le même tempérament.

QUESTION – Vous avez expliqué que la France n'a pas de troupes en Irak. L'Irak touche tout le monde, tous les pays. Est-ce que vous avez une idée pour résoudre ce problème ?

LE PRESIDENT – D'abord, tout doit être fait pour éviter l'éclatement de l'Irak. Ce ne serait pas une bonne chose pour la stabilité de la région. Deuxièmement, tout doit être fait pour que les Irakiens se dotent d'institutions qui leur permettent d'administrer ce pays et d'assurer la concorde des différentes communautés. Troisièmement, le plus rapidement l'Irak pourra vivre d'une aide économique sans présence militaire étrangère, le mieux ce sera, pour les Irakiens, pour la région pour les Américains.

QUESTION – Monsieur le Président, est-ce que la France a un rôle à jouer ?

LE PRESIDENT – La France a un rôle à jouer. Bernard KOUCHNER a eu raison d'aller en Irak porter le message de la volonté de la communauté internationale à aider l'Irak à se reconstruire dans la paix et dans l'unité.

QUESTION – Il y a des initiatives spécifiques ?

LE PRESIDENT – Non, il y a eu l'initiative d'aller en Irak. C'était déjà en soi un geste politique significatif.

QUESTION – Parlons de l'Afghanistan, la nécessité de reconstruire le pays, d'entraîner l'armée, la police, etc. Est-ce que c'est la même chose pour l'Irak ? Est-ce que la France a un rôle à jouer ?

LE PRESIDENT – La France n'a pas vocation à aller en Irak. Mais la France a estimé de son devoir de renforcer sa présence en Afghanistan, pour aider l'Afghanistan à se construire un avenir démocratique et en sécurité.

QUESTION – Aujourd'hui, c'est un jour assez triste pour la France puisque ...

LE PRESIDENT – Nous avons perdu un de nos formateurs. Je veux rendre hommage aux soldats français qui prennent des risques en Afrique, au Liban, en Afghanistan. Cela montre que nous payons aussi un lourd tribut à notre statut de membre permanent au Conseil de sécurité.

QUESTION – Mais quand même la France est convaincue qu'il faut jouer un rôle encore plus actif en Afghanistan, renforcer ...

LE PRESIDENT – Cela dépend quel rôle. Je pense que le rôle que nous avons joué en Afghanistan, c'est d'aider à la construction d'un Etat afghan indépendant, uni pour vivre dans la paix. Donc, je souhaite renforcer les formateurs, l'encadrement plutôt que les combattants.

QUESTION – Quels sont pour vous les réunions les plus importantes que vous aurez à New York la semaine prochaine ?

LE PRESIDENT – J'en ai beaucoup. Je vais rencontrer de nombreux chefs d'Etat. Je suis très heureux de rencontrer le Secrétaire général des Nations unies avec qui je déjeunerai dès mon arrivée. Je verrai le Président URIBE pour lui parler d'Ingrid Betancourt et j'aurai l'occasion de voir Mélanie BETANCOURT à New York. Je verrai également le Président KARZAÏ, Mahmoud ABBAS, et le Président LULA. Bref, j'aurai un emploi du temps extrêmement chargé.

QUESTION – Est-ce que le dollar faible est dangereux ?

LE PRESIDENT – Je ne dis pas que c'est dangereux, je dis que j'apprécie la politique de la Federal Reserve Bank qui voit bien qu'il faut donner la priorité aux entrepreneurs plutôt qu'aux spéculateurs. Mais bien sûr, un euro à 1,40 dollars est un problème pour la compétitivité de notre économie. Et ce qui est un problème derrière, c'est l'endettement. Et je le dis, comme je le pense, je suis pour le libéralisme, pour la concurrence, pour la mondialisation mais je pense qu'il faut maintenant mettre de nouvelles règles, davantage de transparence, davantage de moralisation du capitalisme financier. Je n'ai pas apprécié que des agences de notation notent des produits d'épargne triple A un jour et triple B le lendemain. Ce n'est pas sérieux. Il faut de nouvelles règles. J'en ai discuté avec M. PAULSON et on en a convenu de réguler le capitalisme financier. C'est un impératif pour tous les pays de la planète.

QUESTION – Je ne comprends pas l'initiative en ce qui concerne les sanctions, les mécanismes économiques et financiers contre l'Iran. Il y a beaucoup de différence au sein de votre gouvernement.

LE PRESIDENT – J'ai répondu à votre question avec la précision que je pouvais apporter. Je n'ai pas l'intention d'en dire davantage. Parce que ce que plus on travaille ces choses dans le secret, plus elles ont des chances d'aboutir.

Et, je vais vous dire une dernière chose, je suis bien heureux de venir vous voir et bien heureux d'aller courir à Central Park.